La lutte contre la corruption : exposé de quelques expériences

CHERABI Abdelaziz
KHELATOU Farid
BOULEHBAL Esma

Université Constantine 2 (Algérie)

Résumé : Le thème de corruption revêt une importance majeure car, il dépend étroitement d'enjeux politiques économiques sociaux moraux et médiatiques.

Cette communication s'accote sur l'idée que les pays ayant amélioré leur classement dans l'indice de perception de la corruption publié dans les rapports annuels de Transparency International (TI) sont des pays qui ont réussi à lutter contre la corruption avec des programmes efficaces qui méritent l'attention pour en tirer des enseignements notamment pour les gouvernements qui veulent réellement endiguer ce phénomène néfaste. Elle présente les expériences de trois pays à savoir : la Malaisie, la Turquie et le Maroc et tente de tirer quelques leçons des programmes anti- corruption qui se sont avérés efficaces à travers la connaissance des conditions de réussite des organes de prévention et de lutte.

Mots clés : Corruption, politiques économiques, programmes anti-corruption, Indice de perception de la corruption.

Fighting Corruption: an exposé of some experiences

Abstract: The theme of corruption is of major importance because it depends greatly on moral, social economic, political and media issues.

This communication leans on the idea that countries which have improved their ranking in the index of perception of corruption published in the annual reports of Transparency International (TI) are countries that have succeeded in the fight against corruption with effective programs that deserve attention especially from governments that actually want to stop this harmful phenomenon. It presents the experiences of three countries namely Malaysia, Turkey and Morocco and attempts to draw some lessons from the anti- corruption programs that have proven effective through the knowledge of the conditions for success of prevention process and control

Keywords: Corruption, economic policies, anti -corruption programs, perception index of corruption.

Introduction

Plusieurs facteurs ont contribué à ce qu'une attention particulière soit prêtée à cet objet de recherche. On peut en retenir au moins trois. Primo l'échec des expériences de développement dans de nombreux pays en développement. Secundo les crises financières ayant entraînée des crises économiques sans précédent, facilités par des pratiques bancaires et financières entachées de corruption. Tertio la corruption pose un sérieux problème de gouvernance et d'éthique.

Rappelons que la corruption n'est pas quelque chose de nouveau. L'histoire nous raconte l'apparition de nombreux actes de corruption dans les civilisations de la Chine et de l'Inde ancienne. IBN KHALDOUN¹ au XIV^e siècle, relevât que l'essence de la corruption est une passion pour la vie de luxe parmi les membres du groupe décideur, qui s'y servent pour couvrir les frais exigés par le l'ostentation.

De nos jours, les comportements corrompus touchent presque tous les pays avec des degrés différents. Ces comportements occupent une place remarquable dans les journaux et les medias en général, qui étalent journellement les scandales de corruption et de démissions ici et là.

---

¹ IBN KHALDOUN Abderrahmane, L'introduction d'IBN KHALDOUN (En Arabe), EDDAR EDAHABIA, Le CAIRE, 2006, p.189. 736p.

Il faut noter que les actes de corruption au niveau national sont intimement liés à des réseaux de corruption complexes et volatiles à l'étranger. En effet les rapports de TI indiquent que des pots de vin colossaux sont versés à des fonctionnaires appartenant à des pays sous développés lors des transactions internationales par des corrupteurs issus des pays développés.

Selon l'étymologie, le mot corruption vient du verbe corrompre lui-même francisation du terme latin *corrumpere* qui signifie briser rompre ou casser¹. Il s'agit de l'altération d'une substance par décomposition².

La corruption est la transgression d'une règle morale ou d'un code social ou le plus souvent, d'une réglementation administrative afin de tirer un avantage pour lui-même, pour sa famille, ses amis, son clan ou son parti³.

Le mot arabe EL FASSAD qui signifie corruption apparait 50 fois dans le Coran, avec des connotations différentes mais qui sont unanimes quant au rejet de ce fléau et qui s'accordent à reconnaître ses effets néfastes. Un hadith du prophète Mohammed paix soit sur lui, précise que Dieu a maudit le corrupteur le corrompu et le médiateur.

De nombreuses campagnes de lutte contre la corruption ont été lancées au niveau de nombreux pays. Cependant ces campagnes n'ont pas atteint les objectifs escomptés. Certains programmes ont carrément échoué.

Au demeurant l'importance de l'analyse du phénomène de la corruption se cristallise pour nous permettre de poser la question suivante :

Peut-on tirer des leçons à partir des expériences de certains pays islamiques à travers le monde dans le cadre de leurs programmes de lutte contre la corruption ?

Nous nous appuyerons dans cette étude sur les rapports annuels de TI à travers l'indice perception de la corruption (IPC). Cet indice permettrait de savoir si un programme anti-corruption a eu un impact significatif de réduction de la corruption traduit par l'amélioration du classement du pays concerné. A noter que l'indice de perception de la corruption se situe entre la note de 10 qui désigne une absence de corruption et entre zéro qui dévoile que tout est corrompu. Dès lors, on peut considérer que les états qui jouissent d'un bon classement sont les moins touchés par la corruption. De même on peut supposer que les pays ayant amélioré leur classement sont en bonne voie et qu'ils ont réussi à faire baisser le niveau de corruption. Mais il convient de souligner qu'il faut interpréter ces classements avec prudence en raison du caractère variable et dynamique et de la disparité des listes et des sources de données qui changent selon les pays et varient d'une année à l'autre.

Les conséquences sur les programmes gouvernementaux

Dans les sociétés contemporaines le développement s'appuie sur l'économie de marché, sur la concurrence et sur la redistribution des revenus. Le gouvernement doit veiller à assurer une répartition équitable des ressources et une protection sociale à travers les instruments de régulation. Il est aussi contraint à garantir les conditions de création d'emploi notamment pour les jeunes, à encourager les individus à développer les petites entreprises, à garantir des services de santé et d'éducation pour la plupart des segments de la société, à veiller pour pourvoir l'égalité des chances en matière d'emploi et de promotion, à instaurer les règles de concurrence entre les opérateurs économiques, et soutenir la protection de l'environnement.

¹ EMILE DIALLA Basaga, «La lutte anti-corruption, l'expérience des pays d'Asie du Sud-est, Afrique et développement, Vol XXXI, N°1, 2005, p.120. (pp.118-149), Consulté dans le site: <http://www.ajol.info/index.php/aj/article/viewFile/22253/19412>. 18/09/2013

² DANIEL Jean, La corruption internationale, Colloque du Nouvel Observateur, La Sorbonne – Paris, Ed Maisonneuve et Larose, 1999, p.6. 133 p.

³ TANZI Vito, La corruption les administrations et les marchés, Revue finances et développement, FMI, Décembre 1995, p.24, pp. 24-26.

Cependant, la prévalence de la corruption peut fausser les finalités et les sens. Les exemples ci-après illustrent parfaitement cet état de fait¹:

- Favoriser les contribuables, qui ont des relations privilégiées avec les fonctionnaires dans la réduction de leurs obligations fiscales, ce qui provoque la perte d'une partie des ressources publiques.
- La corruption lors de l'application des dispositions incitatives conférées par la réglementation, a un effet déviant sur les objectifs à cibler. Ainsi la politique du gouvernement affichée d'emblée et qui a été conçue formellement pour atteindre des cibles préalablement définies se trouverait altérée.
- En favorisant les fournisseurs et les entrepreneurs pour obtenir des contrats sans prendre en compte les règles de bonne gouvernance en matière de passation.
- Par le recrutement et la promotion d'individus dont les potentialités ne sont pas conformes aux critères de compétence et d'éthique.

TANZI² rajoute que les pertes subies par la société par le recrutement et la promotion d'individus incompetents est beaucoup plus faible que les pertes endossées par les compétents.

La propagation de la corruption et l'enrichissement des corrompus par le biais des fonctions qu'ils occupent conduit à une déformation du marché de travail. Ainsi les individus ne recherchent pas le travail dans les domaines correspondants à leurs capacités et leurs talents, mais le font dans les champs et les emplois qui leur fournissent l'occasion de profiter de leurs positions pour rechercher la rente³.

Les causes de la corruption dans les pays musulmans

Le tableau ci-dessous présente l'IPC des pays islamiques pour les années 2006 et 2012 dans un souci de comparer et d'évaluer les programmes gouvernementaux en matière de lutte contre la corruption, via leurs classements respectifs. À noter que le nombre de pays étudiés en 2006 a atteint 163 pays, tandis que celui de 2012 totalise 176 pays. Il ressort du tableau que la majorité des pays musulmans sont corrompus à l'égard de leurs classements. Cet état de fait s'expliquerait essentiellement par la pauvreté, le sous-développement, le manque de respect des valeurs morales et islamiques. Ces classements médiocres peuvent aussi être le résultat d'un manque de connaissance des véritables dimensions de la corruption. En effet, la quasi-totalité des peuples arabes et islamiques saillis par des cultures orientales, croient que la corruption est exclusivement le fait de verser des pots de vin, alors qu'il existe d'autres formes de corruption qui sont tolérées dans ces pays.

Nous nous limiterons à analyser les expériences positives de quelques pays relativement positives dans la lutte contre la corruption, à savoir : la Turquie, la Malaisie et le Maroc. Des pays qui sont relativement bien classés ou qui ont progressé dans le classement international selon les indices de perception de la corruption de TI.

---

¹ TANZI Vito, Op.Cit, p 26.

² IBID, p.26.

³ IBID, p.26.

**Tableau (01) : Perceptions de la corruption dans les pays islamiques
Rapports TI pour 2006 et 2012**

Pays	2006		2012	
	CPA	Classement/163 pays	CPA	Classement/176 pays
Qatar	6.0	32	6.8	27
Bahreïn	5.7	36	5.1	53
Oman	5.4	39	4.7	61
Jordanie	5.3	40	4.8	58
Malaisie	5.0	44	4.9	54
Koweït	4.8	46	4.4	66
Tunisie	4.6	51	4.1	75
Turquie	3.8	60	4.9	54
Liban	3.6	63	3.0	128
Egypte	3.3	70	3.2	118
Arabie Saoudite	3.3	70	4.4	66
Maroc	3.2	79	3.7	68
Algérie	3.1	84	3.4	105
Mauritanie	3.1	84	3.1	123
Syrie	2.9	93	2.6	144
Iran	2.7	105	2.8	133
Libye	2.7	105	2.1	168
Albanie	2.6	111	3.3	113
Kazakhstan	2.6	111	2.8	154
Yémen	2.6	111	2.3	158
Philippines	2.5	121	3.4	105
Ouzbékistan	2.4	130	2.8	139
Indonésie	2.4	130	3.2	118
Pakistan	2.4	130	2.7	139
Kergstan	2.2	142	2.4	154
Tadjikistan	2.2	142	2.2	154
Turkménistan	2.2	142	1.7	170
Ouzpkastan	2.1	151	1.7	170
Bangladesh	2.0	156	2.6	144
Soudan	2.0	156	1.3	173
Irak	1.9	160	1.8	169
Somalie	-	-	0.8	174

Source : Rapports de Transparency International (CPI) 2006 & 2012

L'expérience de la Malaisie dans la lutte contre de la corruption

En 1985, la Malaisie a connu une récession économique avec un taux de croissance de -1%¹ : une conséquence à moyen terme de la crise financière asiatique de 1997. Pour y remédier elle a adopté un programme de réforme économique de grande envergure s'articulant sur l'ouverture économique et l'encouragement du secteur privé. À l'issue de sa nouvelle politique publique des résultats très satisfaisants ont été enregistrés. Aujourd'hui ce pays est considéré comme l'un des pays émergents les plus dynamiques du groupe de l'Asie du Sud-est. Il a été en mesure de récupérer sa croissance avec un taux record de 5,8% en 1999, 8% en 2000 et 5,6% en 2012. En 2010 la Malaisie a conçu un programme de relance économique qui s'appuie sur la création de zones clés de croissance (National Key Economic Areas), programme ambitieux visant à multiplier le revenu par habitant pour atteindre 15000 \$ à la fin de 2020. Ce programme est basé sur l'économie de la connaissance, les technologies de pointes et les services. Il est entré en vigueur le premier Janvier 2011².

¹ MORISSON Christian, Ajustement et équité dans les pays en développement, OCDE, Paris, 1992, p.56.

² www.tresor.economic.gouv.fr

En 1967, la Malaisie a légiféré une loi pour lutter légalement contre la corruption. Cette loi a été amendée en 1973, 1982 puis en 1997 suite à la crise financière des pays sud-est asiatiques qui est due à la corruption dans la sphère financière.

L'organisme de lutte contre la corruption mis en place en l'occurrence l'ACA (anticorruption agency) est devenu une entité forte, indépendante avec des prérogatives très larges, doté de moyens humains (cadres compétents et intègres) et financiers importants. La majorité de ces membres sont élus (issus du parlement). Elle est responsable devant la commission parlementaire chargée de la lutte contre la corruption. Ces prérogatives sont vairées à maints égards puisqu'il est chargé entre autres prérogatives :

- De donner des ordres pour mener des enquêtes,
- Assurer des enquêtes rapides, tout en maintenant la confidentialité et la protection des dénonciateurs des actes de corruption,
- de Veiller à la prudence et à l'objectivité dans le traitement de chaque cas de corruption.

D'autres organismes renforçant la lutte contre la corruption ont été créés par la suite. On peut citer l'Académie Malaisienne de lutte contre la corruption créée par l'ACA en 2003, chargée de la formation des officiers spécialisés dans la lutte contre la corruption, pour la Malaisie et les pays voisins et l'Institut d'intégrité de la Malaisie (IIM), chargé d'étude, de la planification, de l'évaluation des procédures anti-corruption et de l'organisation de séminaires.¹

Grace à ces mesures, la Malaisie a été en mesure d'atteindre un rang honorable dans le classement annuel de TI, traduisant des efforts provoqués par une réelle volonté politique. Elle a été classé 54eme en 2012 avec un IPC de 4,9². Le tableau ci après illustre non seulement son bon classement mais également sa progression significative dans la lutte contre la corruption.

Chapitre (02) : Evolution de la Malaisie dans le classement de TI 1996, 2003, 2012

Années	Score	Classement
1996	5,32	26 sur 54 pays
2003	5,2	37 sur 133 pays
2012	4,9	54 sur 76 pays

Source : Rapports de TI 1996, 2003 et 2012

L'expérience de la Turquie

La Turquie est, selon les statistiques de 2010, la plus grande puissance économique au Moyen-Orient, la septième puissance économique en Europe et la quinzième dans le monde. La Turquie a réalisé un taux de croissance élevé au cours de ces dernières années (7,8% en 2010)³.

Son adhésion à l'OCDE, ses réformes économiques engagées au début de 2001, ainsi que sa volonté de rejoindre l'Union européenne, l'ont boosté pour se mettre en conformité avec les normes internationales de l'environnement des affaires.

Pendant une longue période la Turquie a souffert de la corruption. Une étude réalisée en 2001 a montré que dans les deux dernières années qui ont précédé l'année de l'étude, plus de la moitié des personnes qui ont été interrogées, avouent avoir payé des pots de vin ou étaient

¹ NATIONS UNIES, Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, Panama, 26 et 27 novembre 2013, consulté dans le site :

http://www.unodc.org/documents/treaties/UNCAC/WorkingGroups/ImplementationReviewGroup/ExecutiveSummaries/V13_83921f.pdf, 29/11/2013.

² Rapport transparency international, CPI 2012.

³ Rapport FMI 2010.

prêts à payer dans certains cas. Une étude réalisée en 2004 a montré que la corruption a reculé, mais les secteurs les plus touchés par la corruption sont restés les mêmes (police de la circulation, des douanes, le fisc et les services d'urbanisme). Une autre étude faite en 2002, a révélé que les entreprises turques considèrent que le problème de la corruption est le deuxième fléau, qui nécessite une solution rapide derrière l'inflation et avant le chômage¹. À noter que la Turquie en tant que membre de l'OCDE a ratifié la Convention relative à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales en 2000. Cette convention est entrée en vigueur en 2003². Un rapport établi par un comité d'enquête indépendant (CEI) de l'Organisation des Nations Unies en 2004³, dans le cadre du programme des Nations Unies «pétrole contre nourriture» pour l'Irak, a mis en exergue l'implication de 139 entreprises turques dans le paiement de pots de vin pour obtenir des contrats d'approvisionnement.

TURK EXIBANK⁴ est chargée de l'exécution de la dite convention dans le domaine du commerce extérieur, notamment la gestion des crédits à l'exportation qui sont bonifiés par le gouvernement et destinés aux entreprises turques opérant à l'étranger. Cette Banque effectue des campagnes de sensibilisation sur le contenu de l'accord et sur les recommandations de l'OCDE et oblige les opérateurs concernés à signer un document appelé « engagement contre la corruption », à l'occasion d'une éventuelle demande inhérente au commerce extérieur. Elle fournit les informations nécessaires aux organismes turcs concernés tels que le ministère des Affaires étrangères, le trésor, le secrétariat d'Etat chargé du Commerce extérieur. Elle envoie aussi des correspondances qui contiennent des circulaires et publications relatives à la lutte contre la corruption aux associations concernées par le commerce extérieur⁵.

La cellule du renseignement financier (MASAK)⁶, est l'organe le plus important en Turquie. Il a été créé en 1997. Rattaché au ministère des finances, sa mission est la collecte d'informations sur la corruption, le blanchiment d'argent et les crimes liés au terrorisme. Cette cellule joue un rôle important dans l'enquête sur les transactions suspectes, tel que les opérations entachées de corruption et le blanchiment d'argent et communique ensuite des rapports aux organes compétents. En 2005 la Turquie a promulgué un nouveau code pénal contenant de lourdes peines sur les actes de corruption, y compris les actes de corruption liés à l'étranger.

Il existe aussi une instance de régulation des marchés financiers qui est un organe administratif et financier autonome dont la mission est de détecter les actes de corruption dans les marchés publics et d'établir des listes noires d'entreprises corruptrices pour les priver de participer aux appels d'offres futurs.

Les efforts de la Turquie consentis dans la lutte contre la corruption pendant plus de 10 années ont été couronnés de succès, qui s'est traduit par une baisse des niveaux de corruption. Dans le dernier rapport de TI en 2012⁷ la Turquie a obtenu un score de 4,9 et a été classé 54ème parmi 176 pays, la même place occupée par la Malaisie. Alors que son score en 1996⁸ était de 3,54 et 3,8 en 2006⁹ (voir tableau ci-dessous). Ceci prouve amplement la réussite du

¹ OCDE, Turquie phase 2, Rapport sur l'application de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et de la recommandation de 1997 sur la lutte contre la corruption dans les transactions commerciales internationales, 7/12/2007, p.8, Consulté dans le site: <http://www.oecd.org/fr/turquie/44546088.pdf>

² IBID, p.6.

³ IBID, p.7.

⁴ Pour plus d'informations, consultez le document sur le site : www.wto.org/french/tratop/fipr/fis125-2_f.doc

⁵ OCDE, Op.Cit, p 14,

⁶ GRECO, Rapport d'évaluation sur la Turquie, Strasbourg, 10 Mars 2006, p.12, Consulté dans le site : [http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/greco/evaluations/round2/GrecoEval1-2\(2005\)3_Turkey_FR.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/greco/evaluations/round2/GrecoEval1-2(2005)3_Turkey_FR.pdf) 22/10/2013.

⁷ Rapport TI, CPI 2012.

⁸ Rapport TI, CPI 1996.

⁹ Rapport TI, CPI 2006

gouvernement turc dans la lutte contre la corruption et constitue un exemple qui devrait être imité par les pays arabes et islamiques même s'il ressort du deuxième rapport établi en 2007¹ par les experts de l'OCDE que la Turquie est relativement déficiente en ce qui concerne la lutte contre la corruption dans le commerce extérieur et la mise en œuvre de la Convention précitée.

Tableau (03) : Evolution de la Malaisie dans le classement de TI 1996, 2006, 2012

Années	Score	Classement
1996	3,54	33 sur 54 pays
2006	3,8	60 sur 133 pays
2012	4,9	54 sur 176 pays

Source : Rapports de TI 1996, 2006 et 2012

L'expérience du Maroc dans la lutte contre la corruption

En 1983 le Maroc a connu une crise économique sans précédent caractérisé par une baisse du taux de croissance, un déséquilibre de la balance des paiements, et une hausse du taux de chômage dépassé la barre des 25 %². Le Maroc a adopté un programme d'ajustement structurel sous l'égide de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international au cours de la période allant de 1983 à 1988, suivie par d'autres programmes de réforme qui visent dans l'ensemble à atteindre les objectifs suivants :

- L'ouverture économique,
- La stimulation du secteur privé,
- La mise en place des règles nécessaires à la concurrence,
- La modernisation de l'économie.

Le Maroc figure parmi les pays les plus affectés par la corruption selon les instances internationales compétentes. Plus d'une entreprise sur deux verse des pots-de-vin pour bénéficier d'un marché public selon une enquête de TI réalisée en 2002³. Une autre étude a également montré que la corruption est répandue dans certains milieux comme la police, le système judiciaire, la douane et les collectivités territoriales⁴.

Le Maroc a instauré des mesures visant à réduire le phénomène de corruption qui a touché tous les secteurs sans exception et n'a pas épargné un seul aspect de la vie quotidienne du citoyen marocain. Ces dispositions anti corruption visent à faire régner la transparence et à combler les sources de corruptions. Elles s'articulent autour des axes suivants :

- La création d'un conseil national de lutte contre la corruption en 1999,
- La réforme des différentes institutions de l'Etat, notamment la fonction publique, l'administration des douanes et le code des marchés publics.
- L'incitation de la société civile à la création d'associations de détection et de lutte contre la corruption.

Durant longtemps le Maroc n'a pas enregistré une amélioration de ses performances en matière de lutte contre la corruption. Mais dans le dernier rapport de TI pour l'année 2012, le

¹ OECD, Op.cit., p. 66.

² BERRADA GOUZI A, Comprendre le Travail des Enfants au Maroc: Aspects Economiques, BIT, UNICEF et BM, Novembre 2002, p.09, Consulté sur le site : <http://www.fmvv.es/ci/fr/enfance/eti/1.pdf>, 22/10/2013.

³ Transparency Maroc, La corruption au Maroc : Synthèse des résultats des enquêtes d'intégrité, Publications de l'université de la transparence, Consulté sur le site : <http://transparencymaroc.ma/ar/uploads/communiqués/19.pdf>, 22/10/2013.

⁴ TRANSPARENCY MAROC. Publication trimestrielle de l'Observatoire de la corruption et du développement de la transparence, Juillet et Septembre 2013, p.30, Consulté sur le site : http://www.transparencymaroc.ma/TM/sites/default/files/Publication-trimestrielle_num%C3%A9ro-3_juillet-%C3%A0-septembre-2013.pdf, 22/10/2013.

Maroc a eu la note de 3,7 et a été classé 68ème sur 176 pays. Et pourtant et pendant une longue période il n'a jamais été classé au dessous de la 100ème place. Cela signifie que la lutte contre la corruption est une besogne de longue haleine qui exige patience, continuité et l'implication de tous les acteurs.

Il existe d'autres exemples imminents en matière de lutte contre la corruption en Asie du Sud-est en particulier celle du Singapour et de Hong Kong. Pour citer l'exemple du Hong Kong, ce pays a été en mesure d'éradiquer la corruption grâce à une politique publique entamée au début des années soixante-dix du siècle dernier, qui lui a permis d'occuper des classements honorables. Son dernier score dans le rapport de TI pour l'année 2012 est exceptionnel : 14ème avec 7,7 points.

Les enseignements

- Le niveau de la corruption dépend de la valeur des pots-de-vin, de la probabilité de détection et de la lourdeur des peines.
- La lutte contre la corruption est un travail de longue haleine qui nécessite patience continuité et l'adhésion des institutions et des citoyens.
- Un programme de lutte ne peut s'avérer efficace que dans un système où les hauts responsables sont sensés être honnêtes et intègres.
- La conduite des programmes de lutte doit être suivie par des campagnes de sensibilisation (Télévision, Universités, Ecoles, Mosquées..).
- La participation active de la société civile par le biais des ONG anti corruption.
- Concernant l'entité de lutte contre la corruption, celle-ci ne peut être efficace que dans la mesure d'une autonomie en matière de financement et de désignation de ces membres.
- Avoir les prérogatives d'instruire les enquêtes.
- Avoir l'autonomie en matière du recrutement et de l'exclusion de ces agents sans aucun appel.
- Avoir le soutien absolu de la part des hauts responsables politiques du pays.
- Il est important aussi que le premier responsable de l'entité soit une personne connue par sa compétence et son intégrité, il doit être proposé par le parlement et nommé par le plus haut responsable du pays.

Conclusion

La lutte contre la corruption est une opération tout à fait possible. Plusieurs expériences ayant eu un franc succès le prouvent amplement.

Cependant il faut prendre ses expériences avec la plus grande réserve, car il faut les adapter au contexte local.

La lutte contre la corruption est aussi un travail de longue haleine qui nécessite patience continuité et l'adhésion des institutions et des citoyens

Référence :

1. **BERRADA GOUZI A (2002)**, Comprendre le Travail des Enfants au Maroc: Aspects Economiques, BIT, UNICEF et BM, Novembre 2002, p.09, Consulté sur le site : <http://www.fimv.es/ci/fr/enfance/ett/1.pdf>.
2. **DANIEL Jean (1999)**, La corruption internationale, Colloque du Nouvel Observateur, La Sorbonne – Paris, Ed Maisonneuve et Larose, 1999.
3. **EMILE DIALLA Basaga (2005)**, «La lutte anti-corruption, l'expérience des pays d'Asie du Sud-est, Afrique et développement, Vol XXXI, N°1, 2005, p.120, Consulté sur le site: <http://www.ajol.info/index.php/ad/article/viewFile/22253/19412>.
4. **GRECO (2006)**, Rapport d'évaluation sur la Turquie, Strasbourg, 10 Mars 2006, p.12, Consulté sur le site : [http://www.coe.int/t/dghi/monitoring/greco/evaluations/round2/GrecoEval1-2\(2005\)3_Turkey_FR.pdf](http://www.coe.int/t/dghi/monitoring/greco/evaluations/round2/GrecoEval1-2(2005)3_Turkey_FR.pdf).
5. **IBN KHALDOUN Abderrahmane**, L'introduction d'IBN KHALDOUN (En Arabe), EDDAR EDHABIA, Le CAIRE, 2006.
6. **MORISSON Christian (1992)**, Ajustement et équité dans les pays en développement, OCDE, Paris.
7. **NATIONS UNIES (2013)**, Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, Panama, 26 et 27 novembre 2013, consulté sur le site : <http://www.unodc.org/documents/treaties/UNCAC/WorkingGroups/ImplementationReviewGroup/ExecutiveSummaries/V1383921f.pdf>.
8. **OCDE**, Turquie phase 2, Rapport sur l'application de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et de la recommandation de 1997 sur la lutte contre la corruption dans les transactions commerciales internationales, 7/12/2007, p.8, Consulté sur le site: <http://www.oecd.org/fr/turquie/44546088.pdf>
9. **Rapport transparency international, CPI 2012.**
10. **Rapport FMI 2010.**
11. **Rapport transparency international, CPI 2012.**
12. **TANZI Vito (1995)**, La corruption les administrations et les marchés, Revue finances et développement, FMI, Décembre 1995, pp. 24-26.
13. **TRANSPARENCY MAROC**, La corruption au Maroc : Synthèse des résultats des enquêtes d'intégrité, Publications de l'université de la transparence, Consulté le site : <http://transparencymaroc.ma/ar/uploads/communiqués/19.pdf>.
14. **TRANSPARENCY MAROC (2013)**, Publication trimestrielle de l'Observatoire de la corruption et du développement de la transparence, Juillet et Septembre 2013, p.30, Consulté sur le site : http://www.transparencymaroc.ma/TM/sites/default/files/Publicationtrimestrielle_num%C3%A9ro-3_juillet-%C3%A0-septembre-2013.pdf.
www.tresor.economic.gouv.fr
www.wto.org/french/tratop_f/tr_f/s125-2_f.doc